



Salaires, postes, réformes :

L'éducation n'a plus les moyens d'assurer ses missions, elle est en danger !

Grève unitaire le 1^{er} février en Haute-Loire

Pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée, nos organisations départementales FNEC FP – FO, FSU, CGT Educ'Action et SUD éducation appellent les personnels de l'Education Nationale à la grève et au rassemblement le 1^{er} février 2024.

Alors que l'inflation atteint des sommets (9% sur 2 ans), que le pouvoir d'achat s'effondre et tandis que le gouvernement fait passer à coup de 49 :3 le gel du point d'indice pour l'année 2024, nos organisations revendiquent l'augmentation immédiate de 10 % des salaires.

Le PACTE, véritable « travailler plus pour perdre moins » qui s'appuie sur un système de primes à certains et rien pour les autres ne répond pas aux revendications, divise les enseignants et éclate leur statut. Les personnels refusent ce dispositif.

C'est dans ce contexte que le gouvernement annonce :

- la suppression de 650 postes dans le premier degré dont 12 pour notre département
- des heures d'enseignement supprimées dans les lycées de Monistrol, S.Weil, et C.A.Dupuy,
- la suppression annoncée de 7 postes de personnels administratifs des CIO
- aucun recrutement pour les lycées professionnels alors que 9500 élèves en plus sont attendus
- aucune création de postes d'infirmières ni de médecin scolaire, ni de CPE, ni d'AED.
- Une réforme du collège qui enterre les groupes classe au profit de groupes de niveaux, sans moyen, en dégradant les conditions de travail des personnels.

Après les propos de la nouvelle ministre de l'Education nationale stigmatisant les absences des enseignants et leur non remplacement, de nouveaux postes de remplaçants sont pourtant supprimés (l'équivalent de 10 postes supprimés dans le 2nd degré, après les 10 suppressions de l'an dernier dans l'académie).

Les conditions de travail, avec des classes surchargées et des contres réformes qui s'ajoutent les unes aux autres, deviennent terribles.

Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture. C'est pourquoi nos organisations revendiquent :

- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté, le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et de moyens humains à hauteur des besoins.
- L'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'Ecole inclusive (statut d'emploi d'ARE fusionnant les AESH et les AED et l'ouverture de discussions avec les organisations syndicales sur la base des revendications des personnels.

Après la censure par le conseil constitutionnel des Pôles d'Appui à la Scolarité, nous demandons l'abandon total de l'Acte 2 de l'école inclusive.

Le démantèlement des lycées professionnels n'est qu'une histoire de rentabilité : moins d'enseignants, moins d'écoles, des filières répondants au seul critère de rentabilité faisant la part belle aux entreprises. Les conditions de travail des personnels des lycées professionnels ainsi que les conditions d'apprentissage des élèves en souffriront. Nous exigeons le retrait de ce projet destructeur.

NON, nous ne sommes pas dupes, toutes ces mesures ne visent qu'à affaiblir l'école publique au profit de l'enseignement privé cher à la nouvelle ministre.

**POUR NOS SALAIRES, POUR LES POSTES, POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL
ET CONTRE LES CONTRE-REFORMES DESTRUCTRICES**

**TOUTES ET TOUS EN GREVE, RASSEMBLEMENT A L'INSPECTION ACADEMIQUE
JEUDI 1^{ER} FEVRIER 10h30**